

**ORGANISATION DES ACTIVITES DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS DE
L'ARTICLE 25 DE LA LOI DU 22 JUILLET 1983**

CONVENTION

Entre les soussignés :

D'une part,

M.....représentant de la commune,

Et, d'autre part,

M.....directeur de l'école de

Et/ou

M.....agissant au nom de

Il a été ce qui suit pour la période du

L'organisateur utilisera les locaux scolaires exclusivement en vue de.....

Et dans les conditions ci-après.

1. les locaux et voies d'accès suivants sont mis à disposition de l'utilisateur qui devra les restituer en l'état ;
2. les périodes ou les jours ou les heures d'utilisation sont les suivantes.....
3. les effectifs accueillis simultanément s'élèvent à :.....
4. l'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs ;

Titre 1^{er} – dispositions relatives à la sécurité

1 Préalablement à l'utilisation des locaux, l'organisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement en cours d'utilisation des locaux mis à sa disposition : cette police portant le n°a été souscrite le, auprès de
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la commune, compte tenu de l'activité envisagée ;

2 Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'organisateur s'engage :

- A créer un périmètre de sécurité pour que les bouteilles de gaz, barbecue et friteuse ne soient pas accessibles au public.
- à en assurer le gardiennage ainsi que celui des voies d'accès, en utilisant en priorité, avec l'accord du maire, les personnels communaux ;
- à contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- faire respecter les règles de sécurité des participants

Titre II – Exécution de la convention

- La présente convention peut être dénoncée :

1 Par la commune, la collectivité propriétaire, le directeur de l'école à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public, par lettre recommandée adressée à l'organisateur ;

2 Par l'organisateur pour cas de force majeure, dûment constaté et signifié au maire, à la collectivité propriétaire et au directeur de l'école par lettre recommandée, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux. A défaut, si les locaux ne sont pas utilisés aux dates et heures fixées par les parties, l'organisateur s'engage à dédommager la commune des frais éventuels en vue de l'accueil prévu ;

3 A tout moment par le chef d'établissement si les locaux sont utilisés à des fins non-conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Le Directeur de l'école

Le MAIRE,

NOM PRENOM

L'organisateur,

NOM PRENOM
ASSOCIATION